

**GILETTE**



## **MAIRIE DE GILETTE**

**Marché de fourniture et livraison de repas en liaison froide**

Dossier de consultation des entreprises

Date : juin 2015

### **Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P)**

**Article 1 : Objet de la consultation**

**Article 2 : Conditions de la consultation**

**Article 3 : Documents contractuels**

**Article 4 : Forme et durée du marché**

**Article 5 : Sous-traitance**

**Article 6 : Correspondants pour l'exécution du marché**

**Article 7 : Modalités d'exécution –Bons de commandes**

**Article 8 : Vérifications quantitatives et qualitatives**

**Article 9 : Prix du marché**

**Article 10 : Modalités de règlements des comptes**

**Article 11 : Obligations du titulaire – Modalités d'intervention**

**Article 12 : Contrôles**

**Article 13 : Sanctions - Pénalités**

**Article 14 : Principe de continuité du service**

**Article 15 : Commission menu**

**Article 16 : Informations**

**Article 17 : Résiliation**

**Article 18 : Exécution aux frais et risques**

**Article 19 : Cession de créances**

**Article 20 : Litiges - Contentieux**

**Article 21 : Dérogations**

## **Article 1 : Objet de la consultation**

L'objet du marché concerne la fourniture et la livraison de repas conditionnés en liaison froide au service de restauration scolaire du groupe scolaire «Les Espauvettes» ainsi que pour le nouveau service «d'Aide à la Personne». Il porte sur les prestations suivantes :

- la confection des repas,
- la livraison des repas,
- la présence aux commissions « menus »,
- la prise en compte de mesures en matière de développement durable, tant en matière concrète que de sensibilisation
- la formation aux agents municipaux sur les normes d'hygiène et de sécurité

### Lieux d'exécution :

Le groupe scolaire « Les Espauvettes» - 358 route des Espauvettes – 06830 GILETTE pour les lots 1 et 2 ci-après définis (article 2.2)

La mairie de Gilette – 1 place Dr René-Morani – 06830 GILETTE pour le lot 3 ci-après défini (article 2.2)

Conformément à la charte de l'environnement et aux possibilités ouvertes par le Code des Marchés Publics (article 14), la Commune de GILETTE souhaite promouvoir la protection de l'environnement et le développement durable à travers son marché de restauration collective. La logique de développement durable préside donc à l'ensemble des prestations décrites au présent marché.

## **Article 2 : Conditions de la consultation**

### 2.1 Mode de marché

Il s'agit d'une procédure adaptée en vertu de l'article 28 du Code des Marchés Publics. Il s'agit d'un marché à bons de commande pris en application de l'article 77 du code des marchés publics.

### 2.2 Décomposition en lots

La présente consultation est divisée en trois lots :

- Lot 1 : Fourniture et livraison de repas au restaurant scolaire (repas enfant)
- Lot 2 : Fourniture et livraison de repas au restaurant scolaire (repas adulte)
- Lot 3 : Fourniture et livraison de repas destinés au service « d'aide à la personne » (repas adulte) au siège de la mairie de gilette;

### 2.3 Compléments à apporter au cahier des clauses techniques particulières

Les candidats n'ont pas à apporter de complément au cahier des clauses techniques particulières.

### 2.4 Conditions de participation des concurrents

Le pouvoir adjudicateur ne souhaite imposer aucune forme de groupement à l'attributaire du marché.

### 2.5 Groupement

Les candidats peuvent déposer leur offre de manière individuelle ou en groupement.

La forme du groupement est libre lors de la remise des offres. Cependant, la Commune de GILETTE se réserve le droit de modifier la forme du groupement en groupement solidaire lors de l'attribution du marché (article 51-VII du code des marchés publics).

En cas de groupement, chaque membre du groupement doit présenter sa candidature dans les formes prescrites par le présent règlement de la consultation.

Dans le cadre d'une offre commune et quelle que soit la forme du groupement, l'un des prestataires, membre du groupement, est désigné dans l'acte d'engagement comme mandataire pour l'exécution du marché. Il représente

l'ensemble des membres vis-à-vis du représentant de la commune et coordonne les prestations des membres du groupement.

L'élimination d'un membre du groupement entraîne l'élimination de tout le groupement conformément aux dispositions de l'article 51-V du code des marchés publics.

Il est interdit aux candidats de présenter, pour le marché, plusieurs offres en agissant à la fois en qualité de candidat individuel ou de membre d'un ou plusieurs groupements ou d'être mandataire de plusieurs groupements.

### 2.6 Mode de règlement

Le mode de règlement choisi par le maître de l'ouvrage est le virement par mandat administratif sur production de factures.

### 2.7 Début des prestations

Les prestations prendront effet à la rentrée scolaire de septembre 2015.

### 2.8 Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé dans l'acte d'engagement, il court à compter de la date limite fixée pour la remise des offres.

## **Article 3 : Documents contractuels**

### 3-1 Pièces particulières

- Le règlement de la consultation (R.C.),
- L'acte d'engagement (A.E.) spécifique commun aux trois lots,
- Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P.) commun aux trois lots,
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.) commun aux trois lots,

### 3-2 Pièces générales

Le cahier des Clauses Administratives Générales (CCAG-FCS) du 19 janvier 2009 applicable aux marchés publics de fournitures courantes et services.

Les décisions du Groupe d'étude des marchés de restauration collective et de nutrition (GEMRCN).

La réglementation en vigueur en matière de restauration collective et notamment celle adaptée à la restauration scolaire.

Le titulaire, lors du stockage des denrées dans ses entrepôts, lors de la fabrication des repas et lors du transport de ceux-ci, doit respecter l'ensemble des textes législatifs et réglementaires en vigueur et à venir, nationaux et communautaires.

En cas de contradiction ou de difficultés d'interprétation entre les documents mentionnés ci-dessus, la documentation de niveau supérieur prévaudra pour l'obligation en cause.

## **Article 4 : Forme et durée du marché**

Il s'agit d'un marché fractionné à bons de commande pris en application de l'article 77 du code des marchés publics.

Le présent marché est conclu pour une durée d'un an. Il pourra être reconduit, expressément deux fois pour une durée d'un an à compter de la date anniversaire sans pouvoir excéder trois ans.

En cas de reconduction expresse, la Commune de GILLETTE adressera au titulaire du marché, un mois avant la date anniversaire, un courrier recommandé avec accusé de réception.

Les prestations devant impérativement démarrer le premier jour de la rentrée scolaire 2014/2015.

La prévision économique globale annuelle est la suivante : **Nombre prévisionnel et non contractuel**

- Repas Enfants maternelle et primaire période scolaire (180 jours) : 20 833 repas
- Repas Enfants maternelle et primaire période hors scolaire (30 jours sur juillet et août) : 1157 repas
- Repas adultes : 2508 repas (180 jours) + 320 repas (30 jours sur juillet et août) = 2828 repas
- Repas service aide aux personnes (180+30 = 210 jours) : 1 050 repas

## **Article 5 : Sous-traitance**

Le titulaire n'est pas habilité à sous-traiter l'exécution de son marché.

## **Article 6 : Correspondants pour l'exécution du marché**

Les parties s'engagent à désigner des correspondants pour la bonne exécution du marché, dès la notification de ce dernier.

### Correspondant désigné par le titulaire :

Pour la durée du marché, le titulaire désigne un correspondant privilégié, pour toutes les questions relevant de l'exécution technique et administrative du marché.

Ses coordonnées précises sont indiquées dans son offre commerciale. En cas de modification, de quelque nature que ce soit et relative au correspondant, le titulaire s'engage à en informer, sans délai, la Commune.

### Pouvoir adjudicateur :

Pendant toute la durée du marché l'unique interlocuteur juridique du titulaire demeure le Pouvoir adjudicateur représenté par le Maire :

Madame le Maire  
Hôtel de Ville  
1 place Dr René-Morani  
06830 GILETTE

Le pouvoir adjudicateur est la seule autorité habilitée à prendre et à déléguer les décisions juridiques prévues dans le marché (notamment les reconductions, les décisions relatives aux vérifications, aux prolongations éventuelles du délai d'exécution et aux pénalités).

### Correspondant désigné par le Pouvoir adjudicateur :

Les personnes chargées de suivre l'exécution des prestations pour le compte de la Commune de Gilette est Madame Jacqueline ROSTAN pour les aspects administratifs et Monsieur Lionel FERRAN pour les aspects techniques ;

## **Article 7 : Modalités d'exécution – Bons de commande**

### Emission des bons de commande :

Les bons de commande sont adressés par télécopie, email et/ou courrier avec accusé de réception par la Commune de GILETTE conformément aux dispositions du C.C.T.P.

Chaque bon de commande précise le nombre d'enfants ou d'adultes concernés.

### Horaires et lieux de livraison :

Le lieu et les horaires de livraison sont fixés dans le C.C.T.P.

## **Article 8 : Vérifications quantitatives et qualitatives**

A chaque livraison, le responsable du restaurant scolaire procède aux vérifications quantitatives et qualitatives. Les vérifications quantitatives consistent, notamment, à s'assurer que les produits sont livrés dans les quantités commandées.

Les vérifications qualitatives consistent, notamment, à s'assurer que les produits sont livrés en conformité avec le menu validé par la Commission Menus. Les vérifications pourront également consister à s'assurer que les règles en matière de traçabilité des produits ont été observées, notamment par l'étiquetage.

En cas de contestation, la Commune alerte par téléphone et par email le titulaire des défauts de livraison le jour même avant 10H. La Commune se réserve alors le droit d'appliquer les éventuelles pénalités prévues dans le présent marché.

L'absence de contestation de la commune avant 10H vaut acceptation.

## **Article 9 : Prix du marché**

### **9-1 Contenu des prix**

Les prix sont réputés comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution des prestations y compris les frais généraux, impôts, taxes et assurer à l'entrepreneur une marge pour risques et bénéfices.

L'entreprise est réputée s'être entourée de tous les renseignements nécessaires à l'établissement de ses prix et des conditions particulières liées à l'exécution du présent marché, notamment tous les frais afférents au conditionnement, à l'emballage, au stockage et au transport jusqu'au lieu de livraison.

Les candidats intéressés par la prestation qui fait l'objet du présent cahier formuleront une proposition comprenant :

- un prix forfaitaire par repas de base
- un prix forfaitaire par repas avec option 1 le cas échéant

### **9-2 Forme des prix :**

Les prix sont unitaires et révisables à chaque date anniversaire du marché.

### **9-3 Révision des prix :**

Les prix unitaires du présent marché fixés à l'acte d'engagement sont réputés fermes et non révisables pour une durée d'un an à compter de la date de notification.

A cette date, et ensuite selon une périodicité annuelle, ils seront (sans préjudice des augmentations liées à la hausse exceptionnelle des matières premières) révisés par référence à l'indice mensuel INSEE en application de la formule suivante :

$$Pa = \frac{Pi \times IT_1}{IT_0}$$

**Pa** = prix ajusté dont l'augmentation annuelle est plafonnée à 2%.

**Pi** = prix initial stipulé dans l'acte d'engagement.

**IT<sub>1</sub>** = valeur de l'indice mensuel des prix à la consommation « Repas dans un restaurant scolaire et universitaire » référence 11121, paraissant dans le bulletin mensuel des statistiques de l'INSEE, pour le mois précédant l'ajustement du prix.

**IT<sub>0</sub>** = valeur du même indice du mois pris en compte lors de l'établissement du prix initial.

Le titulaire s'engage à communiquer à la Commune de GILETTE le prix révisé, à partir de cette formule avant les 3 mois précédant la date anniversaire de la signature du marché. Il s'engage à fournir tous les éléments de calcul relatifs à cet ajustement.

### **9-4 Retenues**

Les retenues et pénalités dont le Titulaire serait redevable au titre du présent marché sont déduites du montant TTC correspondant à la prestation concernée.

### **9-5 Avance**

Il ne sera accordé aucune avance correspondant à la prestation concernée.

## **Article 10 : Modalités de règlements des comptes**

### 10.1 - Présentation des demandes de paiements :

Les modalités de présentation de la demande de paiement seront établies selon les conditions prévues à l'article 11.4 du C.C.A.G.-F.C.S.

Les demandes de paiement (deux différenciées) seront établies trimestriellement en un original et une copie portant, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- le nom ou la raison sociale du créancier ;
- le cas échéant, la référence d'inscription au répertoire du commerce ou des métiers ;
- le cas échéant, le numéro de SIREN ou de SIRET ;
- le numéro du compte bancaire ou postal ;
- la date d'exécution des prestations ;
- la nature des prestations exécutées ;
- la désignation de l'organisme débiteur
- le détail des prix unitaires et forfaitaire, lorsque l'indication de ces précisions est prévue par les documents particuliers du marché ou que, eu égard aux prescriptions du marché, les prestations ont été effectuées de manière incomplète ou non conforme;
- le montant des prestations admises, établi conformément aux stipulations du marché, hors TVA les montants et taux de TVA légalement applicables ou le cas échéant le bénéfice d'une exonération ;
- le cas échéant, applications des réfections fixées conformément aux dispositions du CCAG-FCS Tout rabais, remises, ristournes ou escomptes acquis et chiffrables lors du marché et directement liés au marché;
- le montant total TTC des prestations livrées ou exécutées ;
- la date de facturation.

Les demandes de paiements sont distinctes et sont les suivantes :

Une demande concernant les lots n°1 et 2 libellée au nom de la Mairie de GILETTE

Une demande concernant le lot n°3 libellée au nom de la Mairie de GILETTE

### 10.2 – paiement

Après vérification, le mandatement sera effectué dans les 30 jours à réception de la facture et le virement effectué par les soins du Comptable Public dont dépend la commune, à savoir :

Trésorerie de LEVENS – 5 place Joseph RAYBAUD – 06670 LEVENS

Le paiement sera effectué au compte ouvert au nom du fournisseur indiqué sur le mémoire et tel qu'il figure sur l'acte d'engagement. Le comptable assignataire chargé du paiement est Monsieur le comptable du Trésor Public.

## **Article 11 : Obligations du titulaire – Modalités d'intervention**

### 11-1 Souscriptions d'assurances

Le titulaire sera tenu, au titre du présent marché, de souscrire les assurances nécessaires pour garantir, par une ou plusieurs compagnies notoirement solvables, la responsabilité civile qu'il est susceptible d'encourir à raison des dommages corporels et matériels causés aux tiers. Seront notamment couverts tous les risques d'intoxication alimentaire.

En outre, l'entreprise sera tenue d'informer la personne publique de toute modification afférente à son assurance, notamment la résiliation, le changement de compagnie, cela préalablement à sa décision.

Le titulaire devra présenter une copie de la police d'assurance souscrite à cet effet ainsi qu'une attestation délivrée par la compagnie justifiant le paiement de la prime afférente à la période en cours.

En cas d'exigence d'une franchise dans le contrat d'assurance souscrit par le fournisseur, ce dernier sera réputé la prendre intégralement à sa charge.

### 11-2 Obligations du titulaire en matière d'exécution de service

Le titulaire est tenu :

De se prêter aux visites de contrôle de leurs installations et de leurs matériels.

De mettre en place une procédure d'autocontrôle incluant la transmission des informations nécessaires au compte rendu annuel et au suivi des prestations par la Commune.

D'assurer la continuité dans l'exécution du service public.

## **Article 12 : Contrôles**

### 12-1 Opérations de contrôle

#### Contrôle permanent :

La Commune de GILETTE peut, à tout moment et sans en référer préalablement au titulaire, procéder à tous les contrôles qu'elle juge nécessaire, en vue de vérifier la conformité des prestations et des modalités de leur exécution avec les clauses du présent contrat.

Ces contrôles auront lieu tant sur le lieu de fabrication, que sur les sites de livraison. Ces contrôles portent notamment sur le respect des spécifications :

- De salubrité (denrées, matériel, températures),
- Nutritionnelles (composition des menus et nature des denrées),
- Quantitatives (nombre de repas livrés, grammages),
- Qualitatives (aspect, goût)
- De traçabilité.

#### Contrôle effectué par des agents spécialisés :

La Commune de GILETTE peut, à tout moment, faire appel à un intervenant spécialisé de son choix pour procéder à des contrôles complémentaires officiels, sans en référer au titulaire, notamment à :

La Direction Départementale des Services Vétérinaires ;

La Direction Départementale de la Concurrence, de la Consommation et de la Répression des Fraudes.

La Direction Départementale de l'Action Sanitaire et Sociale.

Ces contrôles faits à la demande de la Commune de GILETTE, ne font pas obstacle aux contrôles que ces directions décideraient d'effectuer de leur propre initiative dans l'exercice de leurs fonctions.

#### Contrôle bactériologique des repas :

Le titulaire réalise, à sa charge, les analyses microbiologiques légales des repas. Ces analyses sont assurées par un laboratoire agréé et indépendant.

Le nombre de plats soumis à analyser sur chacun des offices est au minimum conforme à la réglementation en vigueur.

La Commune peut, à son initiative et à ses frais, décider de renforcer les contrôles en faisant appel à un 2<sup>ème</sup> laboratoire agréé. Un repas témoin sera conservé par le titulaire dans l'éventualité de recherches microbiologiques pendant une durée de cinq jours.

Chaque fois, le laboratoire communique à la Commune de GILETTE les résultats des analyses effectuées.

Le titulaire doit faciliter le déroulement des opérations de contrôle, selon la demande de la Commune de GILETTE.

La Commune de GILETTE veillera, dans l'exercice de ces contrôles, à ne pas perturber le fonctionnement du service.

### 12-2 Compte-rendu annuel d'activité

Le titulaire remettra chaque année à la Commune de GILETTE, au mois de juin, un compte-rendu donnant au minimum les informations suivantes :

- Le nombre de repas servis par catégories d'usagers (maternelles, primaires, adultes) ;
- Les quantités de denrées utilisées et leur prix ;
- Le détail des dépenses propres à la fourniture des prestations ;
- Les incidents éventuels survenus.

La Commune de GILETTE pourra se faire communiquer tout autre document nécessaire aux vérifications de son choix.

Par ailleurs, chaque année, un bilan annuel mettant en évidence sa performance en matière de développement durable est établi par le titulaire du marché.

L'ensemble de ces documents est présenté à la Commune lors d'une rencontre partenaire. En cette occasion, il sera amené à présenter les certificats « agriculture biologique » en vigueur.

## **Article 13 : Sanctions - Pénalités**

### 13-1 Réfaction

Lorsque la personne responsable du marché considère que les denrées ne satisfont pas aux règles de qualité et d'hygiène prévues par le marché, mais qu'elles présentent les possibilités d'admission en l'état, elle peut prononcer une réfaction correspondante à une réduction de prix compte tenu des imperfections constatées. Les décisions de réfaction ne peuvent être prises qu'après que le titulaire ou que son représentant ait été convoqué pour être entendu et doivent être motivées.

### 13-2 Retenues

En cas de non production des informations prévues contractuellement et après mise en demeure de la commune adressée au titulaire par lettre recommandée avec accusé de réception restée sans effet pendant un délai de 5 jours, une retenue égale à 50 euros par jour de retard sera appliquée.

Des retenues seront effectuées chaque mois par la Commune de GILETTE jusqu'à la remise des documents. Le montant des retenues sera déduit de la facture présentée par le titulaire.

### 13-3 Pénalités

Par dérogation à l'article 14 du CCAG-FCS, des pénalités seront appliquées automatiquement.

Lors de la survenance d'une défaillance dans la fourniture des denrées et la confection des repas (sauf cas de force majeure, de retard à la commande ou de remplacement par un produit de qualité équivalent ou supérieur), des pénalités seront appliquées au titulaire.

Elles sont égales à :

- 4 euros par repas fourni partiellement ;
- 8 euros par repas non fourni ;
- 8 euros par repas ne correspondant pas au menu validé par la commission menu ;
- 4 euros par repas préparé en retard ;
- 400 euros en cas de non-conformité des règles en vigueur en matière de sécurité alimentaire ;



400 euros en cas de non-conformité des règles en vigueur en matière d'hygiène ;  
3000 euros en cas de sinistre mettant en cause la sécurité des consommateurs, appliquée après constat contradictoire de l'incident ouvrant droit à son application ;  
10% d'abattement à la valeur journalière facturée pour non-respect des grammages. Ces pénalités peuvent être cumulées. Si elles sont contestées, la preuve est à la charge du titulaire.

#### **Article 14 : Principe de continuité du service**

En cas d'interruptions imprévues du service, même partielle, le titulaire doit aviser la Commune de GILETTE dans les délais les plus courts, et prendre en accord, avec elle, les mesures nécessaires, pour assurer dans les conditions normales, les prestations prévues au marché.

En particulier, dans le cas d'entreprises groupées, solidaires, le mandataire (ou, à défaut, les autres entreprises) organisera et assurera immédiatement et sans délai, dans les conditions normales, les prestations habituellement prises en charge par l'entreprise défaillante.

Toutefois, ces dispositions ne pourront jouer qu'en cas de maintien de la liberté du travail.

Les frais supplémentaires qui pourraient résulter de l'organisation provisoire des prestations pendant l'interruption du service seront à la charge du titulaire défaillant.

La Commune de GILETTE ne devra subir aucun préjudice du fait d'une interruption du service.

Il est formellement spécifié qu'en aucun cas ou pour quelque motif que ce soit, les contestations qui pourraient survenir entre la personne publique et le titulaire du marché, ne pourront être invoquées comme cause d'arrêt ou de suppression, même momentanée, des prestations à effectuer.

En cas de litige résultant de l'application des clauses du présent marché, le Tribunal Administratif compétent sera celui du ressort territorial de la personne publique.

OPTION : constitution d'un « stock de secours » en cas d'intempérie.

#### **Article 15 : Commission menu**

La Commission Menu se réunit toutes les cinq semaines, afin d'amender et de valider les menus à venir, sur convocation du représentant du personnel de la Commune GILETTE

Exceptionnellement, la Commission Menu peut se réunir à l'initiative de la commune sans délai. La Commission Menu est composée des membres suivants :

- 2 ou 3 élus de la Commune de GILETTE,
- 2 ou 3 membres du personnel de la Commune dont la responsable des services périscolaires
- 2 ou 3 représentants de parents d'élèves,
- 2 représentants de la société dont un(e) diététicien(ne),

#### **Article 16 : Informations**

Les menus seront communiqués par mail mensuellement. Sur ces menus, le recours aux produits biologiques devra être signalé pour les produits concernés, en privilégiant une bonne perception visuelle (ex : produits bio signalés en couleur verte ou en petit pictogramme).

#### **Article 17 : Résiliation**

La Commune de GILETTE peut, à tout moment, mettre un terme à l'exécution des prestations faisant l'objet du marché par une décision de résiliation, conformément aux articles 32 et suivants du CCAG-FCS.

Suite à une intoxication alimentaire dont la responsabilité incombe au titulaire, le marché pourra être résilié par la Commune de GILETTE, sans indemnité ni mise en demeure préalable.

En cas de faute grave du titulaire relative au non-respect des prestations quantitatives ou qualitatives (présentation, goût) du cahier des charges, et après une mise en demeure non suivie d'effet dans les 8 jours, le marché pourra être résilié aux torts du titulaire, sans dispense des pénalités encourues.

Par ailleurs, l'absence répétée de fourniture de repas pourra être considérée comme une faute du titulaire au sens de l'article 32 du CCAG-FCS et donner lieu à une résiliation sans indemnité.

Afin de pourvoir à la continuité du service public de la restauration, et ce dans la perspective d'un nouveau mode d'exploitation ou d'une remise en concurrence, le titulaire s'engage à fournir à la Commune de GILETTE, sur sa demande, tous les éléments d'information qu'il jugerait utile.

#### **Article 18 : Exécution aux frais et risques**

en application de l'article 36 du CCAG/FCS, le pouvoir adjudicateur peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le marché, aux frais et risques du titulaire, soit en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir d'aucun retard, soit en cas de résiliation du marché prononcée aux torts du titulaire.

#### **Article 19 : Cession de créances**

Le pouvoir adjudicateur remettra au titulaire une copie certifiée conforme du marché revêtue de la mention d'exemplaire unique.

Cette pièce est délivrée en un exemplaire unique en vue de la notification éventuelle d'une cession ou d'un nantissement de créance, dans les conditions fixées aux articles 106 à 110 du Code des Marchés publics.

#### **Article 20 : litiges – contentieux**

La procédure de règlement amiable des différends et litiges susceptibles de survenir en cours d'exécution est celle définie par les articles 127 à 128 du Code des Marchés publics.

Dans le cas où un accord amiable ne pourrait intervenir, le litige serait porté devant le Tribunal Administratif de Versailles.

#### **Article 21 : Dérogations**

Les dérogations au CCAG-FCS sont explicitement mentionnées dans les articles correspondants du présent CCAP. L'article 14 – les pénalités, déroge à l'article 13-3 du CCAG-FCS

Le titulaire,

Le Maire  
Patricia DEMAS